

adopté

SÉNAT

le 18 mai 1965.

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1964-1965

PROJET DE LOI

*relatif aux droits d'usage des pêcheurs
le long des cours d'eau du domaine public.*

(Texte définitif.)

Le Sénat a adopté sans modification, en deuxième lecture, le projet de loi, modifié par l'Assemblée Nationale, en première lecture, dont la teneur suit :

Voir les numéros :

Sénat : 1^{re} lecture : 148 (1959-1960), 300 et In-8° 115 (1960-1961).
2^e lecture : 180 (1963-1964) et 154 (1964-1965).

Assemblée Nationale (1^{re} législ.) : 1337, 1787, 1863 ; (2^e législ.) : 211,
891 et In-8° 182.

Article unique.

L'article 424 du Code rural est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 424. — Tout propriétaire, locataire, fermier ou titulaire d'un droit réel, riverain d'un cours d'eau domanial ou d'un lac domanial, est tenu de laisser à l'usage des pêcheurs, le long de ces cours d'eau, un espace libre de 3,25 mètres de largeur.

« Lorsque l'exercice de la pêche et les nécessités d'entretien et de surveillance du cours d'eau le permettent, la largeur de 3,25 mètres précitée peut, par arrêté conjoint du Ministre des Travaux publics et des Transports et du Ministre de l'Agriculture, être réduite jusqu'à 1,50 mètre.

« Le long des rivières rayées de la nomenclature des voies navigables ou flottables mais maintenues dans le domaine public, la largeur de l'espace libre laissé à l'usage des pêcheurs est fixée à 1,50 mètre.

« Le long des canaux de navigation, les pêcheurs peuvent user du chemin de halage et de la portion de berge faisant partie du domaine public, dans la mesure où le permet l'exploitation de la voie navigable.

« Le droit prévu aux alinéas qui précèdent n'est toutefois reconnu aux pêcheurs que sur les berges des cours d'eau où s'applique, à la date de promul-

gation de la présente loi, la servitude prévue par l'article 15 du Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure.

« Ce droit peut, exceptionnellement, être supprimé, soit pour des raisons d'intérêt général, soit lorsque les berges sont incluses dans des établissements industriels, par arrêté conjoint du Ministre des Travaux publics et des Transports et du Ministre de l'Agriculture. Les installations de ces établissements devront satisfaire aux obligations prévues par les textes législatifs et réglementaires tendant à protéger les eaux contre la pollution.

« Toute personne qui ne respecterait pas les dispositions du présent article relatives au droit de passage devra, en cas de condamnation aux peines contraventionnelles qui seraient édictées par décret, remettre les lieux en l'état ou, à défaut, payer les frais de la remise en état d'office par l'administration ou son concessionnaire. »

Délibéré en séance publique, à Paris, le 18 mai 1965.

Le Président,
Signé : André MERIC.